

Délibération affichée à l'Hôtel de Ville  
et transmise au représentant de l'Etat  
le 10 juillet 2014

## **CONSEIL DE PARIS**

### **Conseil Municipal**

#### **Extrait du registre des délibérations**

-----

#### **Séance des 7, 8 et 9 juillet 2014**

**2014 SGCP 1017** Conseil d'administration de la SETE- Rémunérations annuelles de représentants du Conseil de Paris.

**M. Julien BARGETON, rapporteur.**

-----

#### **Le Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil Municipal,**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2511-1 et suivants relatifs au statut particulier de Paris, Marseille et Lyon et ses articles L. 1521-1 et suivants relatifs aux sociétés d'économie mixte locales ;

Vu les articles LO 148 et LO 297 du code électoral et l'article 6 de la loi modifiée n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen ;

Vu la loi organique n°2014-125 du 14 février 2014 interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur (notamment son article 12 pour sa date d'effet) et la loi n°2014-126 du 14 février 2014 interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen (notamment son article 5 pour sa date d'effet) ;

Vu les articles L. 2123-20, L. 3123-18, L. 4135-18 et L. 5211-12 du code général des collectivités territoriales relatifs aux conditions de cumuls de rémunérations et d'indemnités des titulaires de mandats locaux ;

Vu la délibération 2014 R 22 des 19 et 20 mai 2014 portant désignation de MM. Claude DARGENT, Bernard GAUDILLERE, Didier GUILLOT, Nicolas BONNET-OULALDJ, Pascal JULIEN, Mmes Catherine DUMAS, Emmanuelle DAUVERGNE, Ann-Katrin JEGO et M. Yves POZZO di BORGO en qualité de représentants de la ville de Paris au conseil d'administration de la Société d'exploitation de la Tour Eiffel (SETE) ;

Vu la décision du conseil d'administration de la SETE du 13 juin 2014 désignant M. Bernard GAUDILLERE aux fonctions de président du conseil d'administration ;

Vu le projet de délibération, en date du 24 juin 2014, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose de fixer le montant des rémunérations maximums susceptibles d'être perçues par ces conseillers de Paris siégeant au conseil d'administration de cette société d'économie mixte dans laquelle la ville de Paris détient une participation au capital ;

Sur le rapport présenté par M. Julien BARGETON, au nom de la 1<sup>ère</sup> commission ;

Délibère :

Article 1 : La rémunération annuelle maximum susceptible d'être perçue par M. Bernard GAUDILLERE en qualité de président du conseil d'administration de la Société d'exploitation de la Tour Eiffel est fixée à 15 245 euros nets.

Article 2 : Le montant annuel maximum des jetons de présence susceptibles d'être perçus par MM. Claude DARGENT, Didier GUILLOT, Nicolas BONNET-OULALDJ, Pascal JULIEN, Mmes Catherine DUMAS, Emmanuelle DAUVERGNE et Mme Ann-Katrin JEGO en qualité de représentants de la ville de Paris au conseil d'administration de la Société d'exploitation de la Tour Eiffel est fixé à 3841,71 euros, sous réserve d'une présence effective lors des séances dudit conseil.

Article 3 : Les fonctions de mandataire désigné en son sein par le conseil de Paris pour exercer les fonctions de président du conseil d'administration ou de surveillance, d'administrateur ou de membre du conseil de surveillance d'une société d'économie mixte ne donnent pas lieu à rémunération pour les élus exerçant le mandat de député, de sénateur ou de représentant français au Parlement européen.

Article 4 : Les rémunérations visées aux articles 1er et 2 de la présente délibération sont prises en compte dans le calcul du plafond des rémunérations et indemnités que peut percevoir un élu local dans les conditions d'application des articles L. 2123-20, L. 3123-18, L. 4135-18 et L. 5211-12 du code général des collectivités territoriales.